

Australie : sous prétexte de lutte contre le terrorisme, l'Etat gère la certification halal

écrit par Maxime | 27 janvier 2016



En complément des deux remarquables articles de Maxime sur le [halal en prison](#) et [la taxe halal](#) pour financer l'islam, un éclairage sur ce qui se passe en Australie dans un article en anglais :

En Australie, une commission sénatoriale a essayé de prouver qu'il n'y aurait pas de lien entre halal et terrorisme, au grand dam du sénateur Bernardini qui affirme que les liens entre certification halal et organismes caritatifs soutenant le terrorisme était clairement établi.

On remarquera en passant que, sous prétexte de transparence, c'est l'Etat australien qui va organiser et financer la certification halal qui entre ainsi officiellement dans la loi australienne... Pointant du doigt en passant une prétendue xénophobie... Là-bas aussi, s'opposer à l'islam, ça n'est pas bien vu. Pas réjouissant.

Christine Tasin

C'est d'une actualité brûlante en Australie vu la date de cet article. J'ai vu aussi lors de mes recherches également des articles consacrés à une femme politique, Pauline Hanson, voici un article intéressant à ce sujet : <http://www.abc.net.au/news/2015-04-14/fact-check-does-halal-ce>

[rtification-fund-terrorism/6383238](#). Cela se passe en Australie mais Mme Hanson évoque la France aussi (cela date d'un peu moins d'un an maintenant) qui lutte ardemment contre l'islamisation en Australie et qui est à l'origine de ces enquêtes, je crois.

La commission du Sénat Australien : pas de lien entre halal et terrorisme

D'après une commission du Sénat, rien ne prouve que les produits halal financent le terrorisme, mais certains certificateurs sont douteux.

La commission, dans son rapport tant attendu sur la certification des aliments, a appelé à une meilleure réglementation du système, en y incluant un étiquetage plus clair, et l'intervention du gouvernement.

Bien que l'enquête ait examiné les diverses formes de certification, la commission dit avoir été submergée par les réactions de gens inquiets au sujet des produits halal.

Certains avaient peur que la certification halal n'impose la charia aux Australiens, et beaucoup faisaient des spéculations sur un lien avec le terrorisme.

Mais la commission a déclaré qu'elle se fiait à l'avis de la cellule de renseignement financier du gouvernement, Austrac, selon laquelle un tel lien direct n'existe pas.

La prolifération des aliments halal ne veut pas dire non plus la propagation de l'Islam, dit-elle.

Mais le véhément sénateur libéral Cory Bernardi a déclaré que le rapport ne va pas assez loin, et que le niveau de corruption dans cette industrie semble être « assez fort ».

Il a présenté des observations supplémentaires sur le « potentiel qu'ont les fonds issus de la certification halal pour trouver leur chemin vers les radicaux ».

Le sénateur Bernardi a déclaré qu'il y avait des preuves que les certificateurs halal fournissaient des fonds à des associations caritatives qui soutiennent des organisations terroristes, et l'extrémisme intérieur.

« Si je peux obtenir ça grâce à une recherche sur Google, je me demande pourquoi Austrac ... n'est pas fichu de trouver ça lui-même. Si nous voulons couper la tête de l'Hydre qu'est l'extrémisme dans ce pays, nous devons déterminer d'où vient son financement. »

L'ancien président de la commission, Sam Dastyari, a dit que la réglementation insuffisante permettait la conduite « douteuse » de certificateurs « douteux ».

« Il y a des certificateurs qui sont rien de plus que des escrocs », a déclaré le sénateur au parlement.

La commission a émis le souhait que les produits halal possèdent une marque claire, un organisme global de certification, et que le gouvernement intervienne et surveille le système.

Il a déclaré que les consommateurs devraient avoir suffisamment d'informations pour faire le choix qu'ils jugent approprié, quels que soient leurs préférences ou préjugés.

Mais il a imploré les consommateurs de ne pas avoir recours à un comportement violent, quand ils expriment leur mécontentement envers les entreprises qui ont choisi de certifier des produits halal.

Le sénateur Dastyari a déclaré que l'enquête avait rencontré beaucoup de xénophobie, à peine dissimulée sous le couvert de la liberté de choix et la liberté vis-à-vis de la religion.

«Je suis sûr que je parle au nom de tous les sénateurs et de leur équipe, quand je répète que nous n'apprécions pas le fait d'être directement confrontés à ce genre de points de vue extrêmes. »

Ce qui devrait changer dans la certification halal , d'après la commission:

Que le Gouvernement surveille la conformité de la certification halal, pour garantir que les produits nationaux sont conformes aux normes d'exportation.

Que l'Industrie de la certification halal établisse une autorité de certification unique et une seule marque déposée nationale.

Que tous les produits alimentaires soient clairement étiquetés.

Que le Gouvernement envisage d'exiger des organismes de certification qu'ils enregistrent leurs opérations sous des marques déposées de certification.

Une marque unique aiderait à indiquer qu'un produit est d'une qualité particulière, ou répond à certaines normes.

<http://www.skynews.com.au/news/politics/national/2015/12/01/no-halal-link-to-terror-senate-committee.html>

Traduction **Steve Preve**